

LE PRÉSENT AVENANT MODIFIE LA POLICE. VEUILLEZ LE LIRE ATTENTIVEMENT.

DÉPENSES ENGAGÉES POUR RAPPEL DE PRODUIT

Le présent avenant modifie l'assurance décrite dans les documents suivants :

FORMULAIRE PROTECTION RESPONSABILITÉ CIVILE ENTREPRISE (WA6000)

FORMULAIRE PROTECTION RESPONSABILITÉ CIVILE EXPLOITATION AGRICOLE (WA6300)

1. Le texte suivant s'ajoute à la section **A. PROTECTIONS** :

Protection – Dépenses engagées pour rappel de produit

1. Objet de l'assurance

- a. Nous verserons une indemnité pour les « dépenses engagées pour rappel de produit » en raison d'un « rappel » auquel cette assurance s'applique. Le montant versé est limité à ce qui est indiqué dans **E. MONTANTS D'ASSURANCE**.
- b. Cette assurance s'applique aux « dépenses engagées pour rappel de produit », mais seulement si ce « rappel » se produit dans les « limites territoriales » et durant la période d'assurance, pour les raisons suivantes :
 - (1) Vous déterminez que ce « rappel » est nécessaire; ou
 - (2) Ce « rappel » vous a été ordonné par un organisme gouvernemental autorisé à le faire.
- c. Le lancement d'un « rappel » sera réputé avoir été fait à la première des éventualités suivantes :
 - (1) Lorsque, sous quelque forme que ce soit, vous avez annoncé pour la première fois au grand public, à vos fournisseurs ou à aux « membres de votre personnel » (autres que les « membres du personnel » ayant directement participé à la prise de décision) votre décision de procéder à un « rappel » ou d'y participer. Ces modalités s'appliquent, peu importe si la décision d'effectuer un « rappel » a été prise par vous ou demandée par un tiers;

Lorsque vous avez reçu pour la première fois, oralement ou par écrit, un avis vous informant qu'une ordonnance de « rappel » avait été émise par un organisme gouvernemental autorisé.

2. Exclusions

Cette assurance ne s'applique pas aux « dépenses engagées pour rappel de produit » dans les cas suivants :

Amiante

« Rappel de produit » associé à ou découlant de la responsabilité réelle ou alléguée à l'égard d'un recours judiciaire de quelque nature que ce soit (notamment les dommages-intérêts, les intérêts, les mesures réparatrices ou injonctives, les ordonnances ou les pénalités, les frais juridiques ou autres, ou les dépenses de toute nature) concernant une perte, des dommages, des frais ou dépenses, réels ou potentiels, causés directement ou indirectement par l'amiante ou des matériaux contenant de l'amiante, sous toutes ses formes et peu importe en quelle quantité.

Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement qui contribue au « rappel de produit » ou l'aggrave, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit.

Dommages corporels ou dommages matériels

« Rappel de produit » découlant de « dommages corporels » ou « dommages matériels ».

Violation de droits d'auteur et de brevets

« Rappel de produit » résultant de la violation de droits d'auteur, de brevets, de secrets commerciaux, d'une présentation commerciale ou d'une marque de commerce.

Défaut d'atteindre l'objectif visé

« Rappel de produit » découlant du fait que « votre produit » n'a pas atteint l'objectif visé, notamment sa garantie de convenance, écrite ou implicite.

Cote d'estime, refonte du produit

« Rappel de produit » effectué à la suite des coûts engagés pour :

- (1) rétablir votre cote d'estime, votre réputation ou votre part de marché;
- (2) refondre « votre produit ».

Défectuosité connue

« Rappel de produit » en raison d'une défectuosité de « votre produit », dont vous ou vos cadres de direction connaissiez l'existence avant :

- (1) la date de prise d'effet de la présente protection Dépenses engagées pour rappel de produit, au moment où celle-ci vous a été émise pour la première fois; ou
- (2) le moment à partir duquel vous n'étiez plus en contrôle ou en possession de « votre produit ».

Risque nucléaire

« Rappel de produit » découlant d'une radiation ou d'une réaction nucléaire, ou d'une contamination radioactive.

Pollution

- (1) « Rappel de produit » découlant du déversement, du déchargement, de l'émission, de la dispersion, de l'infiltration, de la fuite, de la migration ou du rejet, réels, allégués ou potentiels, de « polluants ».
- (2) Perte, coûts ou dépenses découlant des situations suivantes :
 - (a) Une requête, une demande, une ordonnance ou une exigence législative ou réglementaire exigeant d'un assuré ou d'un tiers qu'il procède à des tests, au contrôle, au nettoyage, à l'élimination, au confinement, au traitement, à la détoxification ou à la neutralisation de « polluants », qu'il intervienne par d'autres moyens ou qu'il procède à une évaluation des effets des « polluants »;
 - (b) Une réclamation ou une « action » imposée par ou au nom d'une autorité gouvernementale en raison d'activités de tests, de contrôle, de nettoyage, d'élimination, de confinement, de traitement, de détoxification ou de neutralisation, ou de tout autre moyen d'intervention à l'égard des « polluants » ou de l'évaluation des effets de « polluants ».

Produit antérieurement visé par une interdiction

« Rappel de produit » découlant d'un « rappel » alors que :

- (1) « Votre produit » ou un composant de celui-ci a déjà été interdit de mise sur le marché par un organisme gouvernemental autorisé avant la période d'assurance; ou
- (2) « Votre produit » a été distribué ou vendu par vous après qu'il ait fait l'objet d'une interdiction émise par un organisme gouvernemental autorisé.

Dépassement de la durée de conservation

« Rappel de produit » en raison du dépassement de la date de durée de conservation indiquée pour « votre produit ».

Produits similaires intacts

« Rappel de produit » découlant d'un « rappel » de « votre produit » ou d'un lot de « votre produit » qui n'est pas endommagé, défectueux ou autrement impropre à l'utilisation, si un « rappel » a été lancé pour un produit ou un lot de produit semblable.

Substitution

« Rappel de produit » en raison de la substitution ou du remplacement du produit rappelé par un produit similaire.

Terrorisme

« Wawanesa Assurance » est la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa** et l'assureur agréé de la présente police.

« Rappel de produit » découlant directement ou indirectement, en tout ou en partie, de « terrorisme » ou de toute activité ou décision d'un organisme gouvernemental ou d'une autre entité prise en vue de prévenir, de répondre ou de mettre fin au « terrorisme ». Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement qui contribue au « rappel de produit » ou l'aggrave, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit.

Transformation, détérioration or décomposition

« Rappel de produit » découlant d'une transformation de nature chimique, ou de la détérioration ou la décomposition de « votre produit ». Cette exclusion ne s'applique pas si cette transformation, cette détérioration ou cette décomposition est causée par :

- (1) une erreur de fabrication, de conception ou de traitement;
- (2) le transport; ou
- (3) du « sabotage ».

Risques de conflit armé

Découlant directement ou indirectement, en tout ou en partie, d'un conflit armé, d'une invasion, de l'acte d'un ennemi étranger, d'hostilités (que la guerre soit déclarée ou non), d'une guerre civile, d'une rébellion, d'une révolution, d'une insurrection ou du pouvoir militaire. Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement qui contribue au « rappel de produit » ou l'aggrave, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit.

3. Le texte suivant est ajouté à la section E. MONTANTS D'ASSURANCE :

Dépenses engagées pour rappel de produit – Montants d'assurance

Le Montant total précisé dans les conditions particulières au titre de la Protection Dépenses engagées pour rappel de produit correspond à l'indemnité maximale que nous verserons pour l'ensemble des « dépenses engagées pour rappel de produit » pour lesquelles une assurance est fournie en vertu de la présente Protection Dépenses engagées pour rappel de produit. Ce montant s'ajoute aux Montants d'assurance applicables à la Protection Responsabilité civile d'entreprise indiqués dans les Conditions particulières; il n'est pas compris dans ces montants.

Sous réserve du Montant total de la Protection Dépenses engagées pour rappel de produit, le montant pour chaque rappel de produit précisé dans les Conditions particulières correspond à l'indemnité maximale que nous verserons pour l'ensemble des « dépenses engagées pour rappel de produit » pour lesquelles une assurance est fournie en vertu de la présente Protection Dépenses engagées pour rappel de produit.

Les « dépenses engagées pour rappel de produit » en raison de conditions identiques ou essentiellement semblables seront réputées découler d'un (1) « rappel ».

4. Le texte qui suit est ajouté au paragraphe 9. de la section E. MONTANTS D'ASSURANCE :

Nous ne verserons pas d'indemnité au titre de la **Protection – Dépenses engagées pour rappel de produit** si le montant du sinistre n'est pas supérieur à celui de la franchise : Protection Dépenses engagées pour rappel de produit, précisée dans les Conditions particulières.

5. Le texte suivant est ajouté à la section F. CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE COMMERCIALE :

Obligations en cas de rappel de produit

- a. Vous devez veiller à nous aviser dès que possible de tout défaut réel, allégué ou potentiel de « votre produit » ou de toute enquête menée par un organisme gouvernemental autorisé et qui pourrait entraîner un « rappel ». Dans toute la mesure du possible, cet avis doit préciser :
 - (1) dans quelles circonstances, à quel moment et en quel lieu la défectuosité a été détectée;
 - (2) le cas échéant, les noms et adresses des personnes ayant subi des préjudices de même que ceux des témoins;
 - (3) la nature, le lieu et les circonstances entourant un dommage corporel ou matériel survenu à la suite de l'utilisation ou de la consommation de « votre produit ».
- b. Si un « rappel » est lancé, vous devez :
 - (1) consigner immédiatement les détails du « rappel » et la date à laquelle il a été lancé; et

(2) nous en aviser le plus tôt possible.

Vous devez veiller à ce que nous recevions un avis écrit du « rappel » le plus tôt possible.

c. Vous devez prendre rapidement toutes les mesures raisonnables pour atténuer les dépenses associées à un « rappel ». Tout profit que vous tirez de l'atténuation des dépenses sera déduit du montant du remboursement que vous recevrez pour les « dépenses engagées pour rappel de produit ».

d. Vous et tout autre « assuré » concerné devez :

(1) nous envoyer immédiatement des copies de la correspondance pertinente reçue au sujet du « rappel »;

(2) nous autoriser à obtenir les dossiers et autres renseignements;

(3) collaborer avec nous dans notre enquête sur le « rappel ».

6. Le texte suivant est ajouté à la section **G. DÉFINITIONS** :

« **dépenses engagées pour rappel de produit** » désigne les dépenses raisonnables et nécessaires que vous avez engagées en raison d'un « rappel », y compris les coûts liés à ce qui suit :

- a. Appels téléphoniques et autres types de communications, publicité, annonces à la radio et à la télévision;
- b. Papeterie, enveloppes, poste, télécopies et production d'annonces imprimées;
- c. Heures supplémentaires payées aux « membres de votre personnel » réguliers non salariés et les coûts engagés par les « membres de votre personnel », y compris les frais de transport et d'hébergement;
- d. Temps à l'ordinateur;
- e. Embauche d'entrepreneurs indépendants et de « travailleurs temporaires »;
- f. Emballage et transport de « votre produit », ou d'un autre produit contenant « votre produit », pour destruction ou élimination appropriée;
- g. aire d'entreposage ou de stockage; ou
- h. Élimination appropriée de « votre produit » ou d'un autre produit qui contient « votre produit », qui ne peut pas être réutilisé, mais qui ne dépasse pas votre prix d'achat ou votre coût de production du produit.

« **rappel** » désigne le rappel, la destruction ou l'élimination de « votre produit » pour les raisons suivantes :

- a. du « sabotage »; ou
- b. la détermination, par vous ou par un organisme gouvernemental autorisé, que l'utilisation ou la consommation de « votre produit » peut entraîner des « dommages corporels » ou des « dommages matériels ».

« **sabotage** » désigne un acte d'altération intentionnel de « votre produit », qui a causé ou dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il cause des « dommages corporels » ou des « dommages matériels ».

Toutes les autres dispositions demeurent inchangées.